

Trois idées pour refonder l'UE, 60 ans après le traité de Rome

OLIVIER COLIN

Économiste – Alumni du Collège d'Europe

C'est en Belgique, lors de la conférence intergouvernementale de juin 1956, qu'ont démarré les longs mois de négociation pour la signature du traité de Rome. Six pays s'accordaient alors sur les bases ce qui allait devenir une des plus grandes avancées de l'histoire pour la paix en Europe.

Malgré l'engouement initial, les erreurs dans la construction européenne se sont multipliées: un élargissement précipité, une monnaie unique instaurée sans les bases d'une zone monétaire optimale, un manque de transparence et de démocratie et des institutions bureaucratiques et vieillissantes.

L'Europe doit désormais faire face à un profond déficit de popularité qui pourrait lui être fatal. Plutôt que de vouloir en sortir, les États membres devraient réfléchir à des solutions de réformes orientées vers les principes fondateurs de cette Europe dont le bilan global, quoi que peuvent nous laisser croire certains eurosceptiques, est plus que positif. Ne laissons pas mourir un des plus beaux projets jamais connu sur notre continent!

L'Union européenne a besoin de se renouveler avant que les référendums ne se succèdent et ne mènent à son éclatement. Il faut repenser son mode de fonctionnement démocratique, renforcer le processus d'intégration et relancer la croissance économique par les investissements et la création d'emplois.

Un citoyen européen au sein d'une Europe démocratique

La notion de citoyenneté européenne strictement subordonnée ne crée pas à l'heure actuelle un

sentiment d'appartenance. Elle implique pourtant des droits relativement importants. Il faut renforcer les éléments tangibles liés à la citoyenneté.

Pour ce faire, il est nécessaire d'introduire davantage de mécanismes de démocratie directe (droit de référendum et d'initiative) permettant de fabriquer des consensus, ou encore de faire converger les périodes électorales dans tous les pays d'Europe afin de renforcer la crédibilité des institutions intergouvernementales dans la mesure où chaque pays choisirait en même temps de renouveler ses dirigeants au niveau national.

La création de circonscriptions transfrontalières en plus des listes nationales pour les élections européennes permettrait également de renforcer le lien avec le citoyen, notamment en introduisant l'élection du Président de la Commission européenne au suffrage universel.

Un budget renforcé et alimenté par la création d'un impôt européen

Le budget de l'UE est négligeable par rapport à celui d'un État fédéral et doit être augmenté. Il est plus que temps pour l'Europe de faire un pas en avant dans le processus d'intégration et d'évoluer vers un certain degré d'union sociale et fiscale solidaire, en conférant à l'Union des compétences fiscales lui permettant de prélever son propre impôt.

Le choix de la base imposable devrait bien entendu être réfléchi, mais de nombreuses possibilités existent, notamment en termes de transactions financières ou en termes de taxation environnementale (comme la taxation du kérosène). Cette union fiscale pourrait s'accompagner de la mise en place d'un salaire minimum européen

proportionnel au niveau de vie de chaque pays et une harmonisation de certaines règles sociales.

Remplacer les politiques d'austérité par des politiques d'investissement durable

Dans un contexte de faibles taux d'intérêt et d'une croissance au ralenti, l'investissement doit être relancé en Europe. Le plan Juncker part d'un constat cohérent, mais ses faibles montants et ses modalités pratiques ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Il faut redonner aux pays davantage de flexibilité dans les investissements publics et les partenariats avec le privé.

Ces investissements devraient faire partie d'un grand plan ambitieux pour une économie durable. Pour ce faire, il est nécessaire de revoir les contraintes budgétaires imposées aux pays européens (comme par exemple les règles de déficit). Une mutualisation d'une partie des dettes des pays de la zone euro pourrait leur permettre de lutter contre les crises spéculatives au lieu d'imposer des règles strictes qui ont un impact désastreux sur la croissance.

Comme le disait Winston Churchill, un des pères fondateurs de l'UE, «un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté». Le modèle européen a encore un avenir et pour l'atteindre il faudra être en mesure d'apercevoir et de saisir ces opportunités.

L'Union européenne a besoin de se renouveler avant que les référendums ne se succèdent et ne mènent à son éclatement.